

REGARDS

ÉTAT DE LA NATION

# Réformisme

Raymond Klein

**Temps de crise, moments de rupture ? Tout comme la majorité des autres acteurs politiques, le premier ministre mise sur la continuité plutôt que sur un grand projet de réorientation du pays.**

Nous surprendra-il ? C'était la question qu'on se posait avant la séance de la Chambre de mercredi dernier. L'année précédente, le discours de Jean-Claude Juncker avait eu lieu sur fond d'une situation internationale marquée par la grande tempête financière, tandis que sur le plan national la petite tempête au sein de la coalition gouvernementale luxembourgeoise avait été à son point culminant. Cette année, les attentes étaient sans doute moins grandes, mais le premier ministre, vieux briscard de la politique, aurait pu mettre à profit le calme relatif pour, à travers un exposé visionnaire, éblouir ses amis et déstabiliser ses adversaires. Il n'en a rien été.

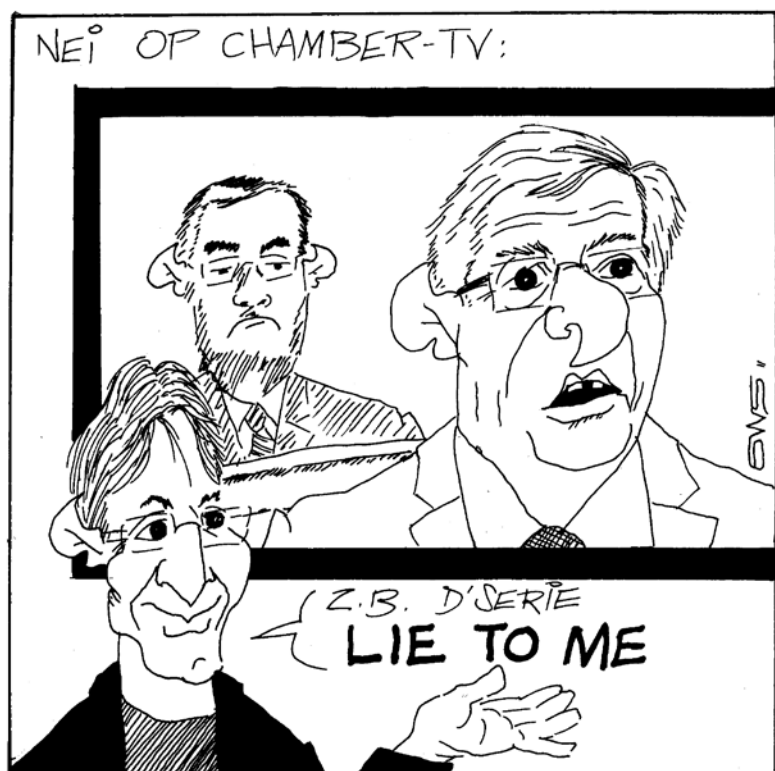
Entre les propositions trop modestes, les affirmations peu crédibles et les oublis significatifs, le discours sur l'état de la nation de 2011 constitue une grosse déception, et son manque de profil semble inaugurer un pacte de non-agression entre les deux grands partis en vue des élections communales. Un manque de profil que l'équilibre habile des affirmations en matière de compétitivité n'a pu occulter. Pour Juncker fils d'ouvrier, « le relèvement du salaire minimum au 1er janvier s'est véritablement imposé dans l'intérêt des salariés ». Mais pour Juncker politicien raisonnable, les compensations prévues en faveur des entreprises étaient tout aussi indispensables. Il a aussi fustigé les discours patronaux déni-

grant la compétitivité nationale alors que les salaires horaires sont moins élevés que dans les pays voisins. Mais cela ne l'a pas empêché de plaider, à titre personnel, pour un gel des cotisations sociales sur dix ans.

Concernant l'inflation, Juncker a annoncé comme unique mesure un gel des prix administrés, sans revenir à sa proposition fétiche d'un « index vert », qui ne répercuterait plus les augmentations des prix des carburants. La discussion sur l'indexation des salaires sera tout de même remise à l'ordre du jour, comme prévu dans l'accord de l'automne dernier avec les syndicats. En effet, une seconde tranche indiciaire sera sans doute déclenchée avant octobre 2011, et il est alors prévu de renégocier au sein de la tripartite : « Si cela conduit à de nouvelles modulations de l'indexation, nous discuterons de mesures de compensation temporaires, tout en veillant sur les finances publiques. » Comme date de ces négociations, Juncker a avancé septembre 2011 - de quoi embarrasser ses partenaires socialistes juste avant les communales...

## Promesses vertes

Pourtant, comme l'a rappelé le premier ministre, le discours sur l'état de la nation n'est pas celui d'un homme, mais celui du gouvernement entier - façon de s'excuser pour le côté insipide de l'exercice. Cela l'a sans doute conduit à faire un exposé particulièrement nuancé de la situation des finances publiques. Prenant acte d'une évolution des budgets plus favorable que prévue, Juncker a pronostiqué un déficit de 200 millions en 2014, l'objectif étant l'équilibre. Impli-





Sauver les filles  
perdues, tirer  
contre la centrale  
de Cattenom -  
Zorro est Atomix.

citement il a ainsi donné raison aux adeptes du laisser-faire en matière de finances publiques. Mais Juncker ne serait plus Juncker s'il n'avait poursuivi par l'énumération des « hypothèses les plus favorables » qui fondent ce calcul, et s'il n'avait motivé ainsi le choix des hypothèses optimistes : « Dans notre pays, ceux qui étudient les hypothèses pessimistes sont en voie d'extinction. »

Juncker, qui une fois de plus n'a pas manqué de vanter sa perspicacité sur des sujets comme les « 700.000 habitants » ou le « mur des pensions », est-il à la hauteur de son image de « grand sage » ? « Nous savions depuis toujours que l'énergie nucléaire n'était pas sans risque. (...) Nous devons sortir du nucléaire, il n'y a pas d'autre option. » Ces belles paroles seraient bien plus crédibles si les gouvernements Juncker des 15 dernières années avaient mené une politique active en la matière. Au contraire, une ligne de haute tension reliant directement le réseau national à l'électronucléaire français est en train d'être construite, une décision intégrée dans les accords tripartites de 2006 sur initiative de... Jean-Claude Juncker.

Il est vrai qu'en matière d'énergies renouvelables et d'assainissement énergétique des bâtiments, le premier ministre a cette fois-ci mis le paquet. Les propositions annoncées vont de la construction accélérée de parcs d'éoliennes à un standard de construction « quasiment zéro-énergie » pour les maisons individuelles ... à partir de 2018. Plus crédible, car ne nécessitant pas de fonds supplémentaires, est le verdissement des aides-logement existantes : bonifications d'intérêts échelonnées se-

lon des critères écologiques et « acte bon marché » pour les seules maisons de classe énergétique A et B. Le caractère aléatoire de ce fouillis de mesures est évident si on considère que le premier ministre a mis en vitrine l'électromobilité, mais a opportunément « oublié » l'extension des transports en commun et notamment le tram, projet mal aimé de la « CSV Stad ».

Si le message anti-nucléaire et pro-climat est brouillé, d'autres argumentations nous laissent également sceptiques. Ainsi Jean-Claude Juncker a expliqué que les nouveaux réfugiés serbes devaient, de gré ou de force, rentrer chez eux le plus vite possible, car la Serbie serait à considérer comme « pays d'origine sûr ». Pour souligner, une minute plus tard, que « la situation des Roms en Serbie et ailleurs en Europe n'est pas bonne ». C'est là un doux euphémisme pour des circonstances qui peuvent - au contraire de ce qu'affirment nos gouvernements - tout à fait remplir les critères de la convention de Genève.

Juncker dénonce à juste titre l'aveuglement de ceux qui « aujourd'hui bombardent la Libye », mais qui leur ont « livré les armes pour se maintenir si longtemps au pouvoir ». Mais pourquoi n'évoque-t-il pas son propre aveuglement en matière de droit d'asile, lui qui en 2003 avait fait renvoyer en Tunisie un présumé terroriste, victime par la suite de tortures de la part d'un régime que le Luxembourg a soutenu jusqu'au bout ?

### Sujets « oubliés »

Quant à l'introduction du discours de mercredi dernier, l'appel à une mobilisation en faveur des « enfants largués » et de la « jeunesse perdue », a certes constitué un élan de générosité exemplaire. Juncker renoue ainsi avec la campagne électorale de 2004, quand le CSV avait stylisé en Zorro son demi-dieu politique. Mais le Zorro du cru 2011 a rajouté « Faisons de cela une priorité politique plus importante que l'obsession de nos droits acquis ou la satisfaction sans fin d'at-

tentes démesurées », transformant l'appel à la générosité en instrument au service de ce qui peut être perçu comme un démantèlement social.

Le ton du premier ministre a cependant été fort modéré lorsqu'il a traité en détail les deux grandes réformes sociales du moment - celle du système de pensions et celle de la fonction publique. Sur les sujets sociétaux par contre - notamment la très controversée réforme de l'interruption volontaire de grossesse - Juncker n'a pas soufflé mot. Le dossier a d'ailleurs disparu de la liste des priorités et a sans doute été remis à 2012 ou aux calendes grecques. Il est vrai qu'au contraire des dossiers sociaux, les affrontements politiques sur des sujets sociétaux servent le LSAP et peuvent coûter cher au CSV.

Enfin le grand absent de ce patchwork sur l'état de la nation a été le développement durable. Certes, le concept est implicitement présent quand Juncker s'engage à réduire le CO<sub>2</sub>, à stabiliser les finances publiques et à maintenir la compétitivité-coût. Mais ce qui manque, c'est l'intégration des composantes écologique, économique et sociale sous forme d'un « green new deal ». Jean-Claude Juncker est sans doute un politicien exceptionnel. Mais pour énumérer des mesures « vertes » disparates et non quantifiées, pour décliner la compétitivité sous les seuls aspects monétaires, pour annoncer le recentrage de l'Etat providence vers les bonnes oeuvres, un politicien moyen aurait fait l'affaire.